

Paris, le 12 juin 2005

Nouveau gouvernement ? Nouvelle politique ?

Malgré le NON massif au traité constitutionnel Européen, et à travers ce vote le refus catégorique d'une partie importante du peuple français pour cette direction économique ultra libérale, le nouveau gouvernement continue de plus belle en prenant toute une série de mesures qui, non seulement, ne résoudront pas le problème du chômage, mais vont encore accentuer la précarité et la sensation d'être « l'esclave de l'entreprise ».

Le fameux contrat de 2 ans arrange bien entendu les patrons, met les salariés dans des situations de précarité encore plus importantes et leur ferme encore un peu plus le futur.

La convention tripartite entre l'Etat, l'UNEDIC et l'ANPE vient renforcer les contrôles et les sanctions à l'égard des chômeurs et renforce par-là même une politique de la répression.

Nicolas Sarkozy, à peine revenu au pouvoir s'en prend de nouveau aux immigrés. D'un côté il cherche à accélérer les retours pour ceux qui sont en « situation irrégulière », de l'autre il encourage la venue de ceux qui ont des qualifications intéressantes pour la France, c'est à dire pour les entreprises comme celles du bâtiment qui ne trouvent pas assez de mains d'œuvre « bon marché » sur le territoire national.

Nous retrouvons toujours les mêmes logiques, une vision de l'être humain essentiellement utilisatrice, une priorité mise sur le libéralisme au détriment du social, une vision essentiellement économique et protectionniste.

Cette série de mesures révèle une asphyxie gouvernementale qui nous montre peut-être que ce système ultra libéral commence à arriver au bord du gouffre. Pour nous, il est évident, et nous l'affirmons depuis très longtemps, que ce système qui ne produit que de la misère, de la souffrance, de la violence et du non-sens (et la richesse indécente pour quelques-uns), finira par s'écrouler de lui-même.

Le Parti Humaniste dénonce ce régime qui n'a plus rien d'un régime démocratique, cette démocratie représentative ne fonctionne même plus puisqu'on procède par ordonnances pour faire passer en force ces mesures de la honte !

Le Parti Humaniste réaffirme ses propositions et exige une fois encore :

- ✓ le droit de vivre décemment avec ou sans travail ;
- ✓ l'interdiction de licenciement aux entreprises qui font des bénéfices
- ✓ la redistribution des richesses et l'inversion des lois du marché au profit des gens et non au bénéfice de quelques-uns
- ✓ la régularisation de tous les sans papiers
- ✓ une loi de responsabilité politique qui oblige les élus à respecter leurs promesses électorales sous peine d'être révoqués par les électeurs
- ✓ une démocratie directe et réelle.

Quand un gouvernement n'écoute même plus le résultat des urnes pour changer de direction, cela signifie qu'il n'écoute plus le peuple, et cela signifie encore que le vote n'a plus de signification. Quand on impose une direction à un ensemble de personnes qui veulent autre chose, cela s'appelle du fascisme.

Nous vivons aujourd'hui, dans ce soi-disant pays « des droits de l'homme » dans une démocratie déguisée, mais dans une dictature de plus en plus réelle.



Alain Ducq
président du PH